

Rapport d'activités 2022

Sommaire

■ Éditorial de la directrice générale 2
■ Le projet stratégique de CUF : 6 priorités pour renouveler, dévelop- per, mutualiser, échanger
■ Priorité 1 : Développer une plateforme de services4
■ Priorité 2 : Moderniser la communication8
■ Priorité 3 : Évolution des groupes-pays et des groupes thématiques12
■ Priorité 4 : Proximité avec les collectivités et les partenaires22
■ Priorité 5 : Des partenaires institutionnels actifs24
■ Priorité 6 : Optimiser le modèle économique et le mode de fonctionnement des instances26
■ Organigramme27
■ Perspectives 202327



une année singulière pour Cités Unies France.

C'est avant tout, comment l'oublier, l'année du retour de la guerre en Europe. Cette crise aigüe a crée une onde de choc, en France, en Europe mais aussi dans l'écosystème de l'Action internationale des collectivités territoriales (AICT).

Au-delà de l'effroi qu'a provoqué ce conflit, il engage aussi une réflexion approfondie sur le sens de l'AICT et la capacité de cette politique publique à porter des valeurs de dialogue et de paix, valeurs qui ont fondé l'engagement international des « pionniers » de l'AICT, il y a gique de partage et de plaidoyer. plus de 50 ans.

2022 aura indiscutablement été les modalités du maintien de liens, bien-sûr aussi de questionnements entre acteurs de territoires alors que haitables. les relations étatiques se tendent.

> des enjeux de climat, d'énergie, de stratégique 2023-2027 de l'associagenre, de gestion des crises, il apparaît avec toujours plus d'évidence notre identité permet de réaffirmer que les partages d'expérience sur ces notre place essentielle en tant que enjeux majeurs doivent être encouragés, aussi bien au niveau national, que dans les réseaux internationaux.

En ce sens, la forte mobilisation de CUF autour du Congrès mondial de CGLU à Daejon témoigne du souhait des collectivités françaises d'être partie prenante de cette lo-

Aussi, dans un contexte marqué Les troubles qui traversent égale- par l'émergence de ces crises, CUF ment le Sahel posent des questions, poursuit sa mission de valorisation à nous, acteurs de la coopération et d'encouragement des coopéradécentralisée française, sur le sens et tions décentralisées françaises, mais

que nous considérons essentiels, sur ses évolutions possibles et sou-

2022 est également, pour CUF, Dans le même temps, au regard l'année de co-élaboration du projet tion. Ce travail de consolidation de représentant des collectivités engagées à l'international pour porter un plaidoyer efficace, tout en s'appuyant sur nos nombreux partenaires afin de renforcer l'ingénierie des collectivités.

> En espérant vous voir toujours plus nombreux autour de cette ambition commune, l'ensemble de l'équipe de CUF vous souhaite une très bonne lecture et vous donne rendez-vous les 18 et 19 septembre prochains pour faire de nos 14e Rencontres de l'AICT un succès!



Le projet stratégique de CUF

6 priorités pour renouveler, développer, mutualiser, échanger



Développer une plateforme de services





Évolution des groupes pays et thématiques



Proximité avec les collectivités partenaires





C'est autour de ce projet stratégique et de ses 6 priorités que nous rendons compte du travail mené en 2022. Retrouvez plus d'éléments sur le site de Cités Unies France: https://cites-unies-france.org/-Qui-sommes-nous-



Fil conducteur de l'action menée par Cités Unies France, ce projet stratégique reste à la base du dialogue avec les partenaires pour croiser les approches, échanger sur les attentes et les objectifs.

Adhérer à Cités Unies France, c'est intégrer la dynamique du réseau des collectivités territoriales engagées à l'international!



Priorité 1 Développer une plateforme de services

1 • Appui aux collectivités : le Dispositif d'appui aux COLlectivités territoriales - DCOL

Au regard de sa mission « tête de réseau ». l'un des premiers objectifs de Cités Unies France est de développer une plateforme de services aux collectivités territoriales.

Lancé en 2018, ce dispositif de renforcement de l'ingénierie des collectivités françaises permet de les accompagner dans l'élaboration de leur stratégie à l'international ou dans le montage de projet. Soutenu par l'Agence française de développement et la Caisse des Dépôts et Consignations, le dispositif a permis d'accompagner 45 collectivités

territoriales en 9 appels à soumission.

En 2021, la dynamique du DCOL s'est renforcée grâce à une meilleure communication (organisation de webinaire avant chaque appel à soumission) et un cadre d'accompagnement consolidé. Le pool de consultants s'est enrichi en juin 2021 et 10 cabinets aux expertises diverses et complémentaires sont dé-

L'année 2022 a également permis de réaliser une capitalisation sur les stratégies d'action internationale des collectivités. Celle-ci a été élaborée à partir des expériences DCOL et a été soutenue par la Caisse des dépôts et consignations Vous trouverez l'étude via le lien suivant : https:// cites-unies-france.org/Etude-de-capitalisation-Comment-elaborer-une-strategie-d-actioninternationale







Le dispositif d'appui à l'action internationale des collectivités territoriales

avec le soutien de





sormais disponibles pour appuyer les compagnées en 2023. collectivités territoriales.

8 collectivités, de toute taille, ont pu bénéficier d'un appui externe en 2022, à travers le DCOL 7 et le DCOL 8.

CUF a lancé fin 2022 le DCOL 9 permettant à 4 autres collectivités d'être ac-

Le dispositif DCOL suscite un vif intérêt de la part des collectivités qui souhaitent s'engager à l'international, mais intéresse également celles qui souhaitent poursuivre leur démarche de coopération ou encore celles ayant des besoins en accompagnement spécifiques.

Pour plus d'informations sur le DCOL: https://cites-unies-france. org/-DCOL-Dispositif-d-appui-a-l-action-internationale-des-collectivites-

Focus accompagnement Conseil départemental de l'Essonne

porté un souhait d'évolution de cette politique vers une « internationalidiagnostic territorial

de renforcer l'impact local de l'action

territoire essonnien.





Les fonds de solidarité en cours

En 2022, CUF a poursuivi ses travaux de suivi des fonds de solidarité initiés en 2020 et 2021 et pas encore clôturés, au Liban, en Haïti. Face à la crise en Ukraine et à la demande de ses membres, Cités Unies France a ouvert un nouveau fonds de solidarité destiné à venir en aide aux collectivités ukrainiennes ainsi qu'aux collectivités frontalières qui font face à l'arrivée massive de réfugiés qui fuient la guerre. Les travaux dans le cadre des anciens fonds ont par ailleurs été poursuivis et certains clôturés courant 2022 : Équateur, Indonésie, Mozambique, Afrique. CUF a également porté ces activités dans le cadre de la convention CUF/

CGLU 2022, comprenant des activités liées aux crises et à l'animation du groupe de travail pour la prévention et la gestion territoriale de crises. Le séminaire annuel de ce groupe de travail a été organisé à Genève, en novembre 2022. À l'occasion de l'inauguration du Mémorial construit à Palu, prévue pour le mois de mai 2022 et dans le cadre du fonds de solidarité pour l'Indonésie, CUF a participé activement, avec ses élues et élus référents à la conférence des Nations Unies pour la réduction des risques et des catastrophes qui a eu lieu à la même période à Bali. Le groupe thématique Crises et réhabilitation de CUF a organisé deux sessions de travail en France. La première a réuni le groupe des élues et élus ayant reçu le label « Territoires solidaires et unis face aux crises », autour de l'engagement des collectivités françaises en soutien des

collectivités touchées par des crises et des catastrophes. La seconde a porté sur la crise en Ukraine.

Fonds de solidarité Liban

Le fonds de solidarité pour le Liban dresse désormais le bilan de 3 années d'actions en direction des collectivités et de leurs habitants : appui aux collectivités en matériel, soutien direct aux populations les plus vulnérables, aide à l'insertion professionnelle des jeunes avec notamment le financement de stages, soutien à la vie économique, sociale et culturelle, prévention dans le domaine de la santé et construction d'un centre communautaire dans le quartier de Karantina, à Beyrouth. Ce programme multidimensionnel a permis de mobiliser dans un effort les forces vives des collectivités libanaises en partenariat avec la société civile.







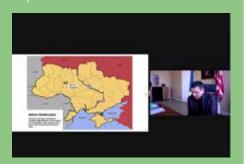
Fonds de solidarité pour l'Ukraine

En 2022, suite au déclenchement de la

grâce à la participation d'une vingtaine de collectivités territoriales et le soutien de CGLU. Le fonds appuiera les collectivités affectées par cette crise dans trois pays et autour des axes suivants :

- un soutien direct à une dizaine des col-
- en première ligne dans l'accueil des ré-fugiés ukrainiens et très fragilisées ;

Rzeszów gui accueille aujourd'hui plus



Turquie et la Syrie

Le 6 février, un séisme de magnitude 7.8 a frappé le sud-est de la Turquie, près de la ville de Gaziantep, ainsi qu'une large partie du nord de la Syrie. Cette catastrophe a causé la mort de plus de 50.000 personnes et d'innombrables dégâts. À la demande des collectivités, CUF a donc décidé d'ouvrir un fonds pour venir en aide aux municipalités turques et syriennes affectées. La campagne est en cours. Une mission de terrain d'identification des besoins se prépare pour 2023.



Fonds de solidarité Haïti



Pour venir en aide aux partenaires haïtiens touchés une nouvelle fois par un tremblement de terre, CUF . a lancé fin 2021 un fonds de solidarité qui vise à aider les collectivités haïtiennes dans 3 domaines d'intervention : aide à la reconstruction

d'écoles, aide à la sécurité alimentaire, aide à la formation pour la prévention et la gestion des catastrophes.

Fonds de solidarité Équateur



CUF, l'AFD, le département de Meurthe-et-Moselle et 40 collectivités territoriales françaises se sont mobilisés. Le projet retenu vise à améliorer la qualité de vie des habitants en leur permettant un accès à l'eau potable. Les activités sont toujours en cours et se termineront fin 2023.

للامركزي لفلسطين **Pération** Décentralisée Pour La Palestina Cités Unies France

Focus sur le programme triennal Jer'Est, porté par le RCDP

Ce programme de soutien de la jeunesse palestinienne de Jérusalem-Est finançant le

centre Al Bustan s'est terminé en 2021. Il a proposé à plus de 500 enfants et jeunes des activités culturelles, sportives, éducatives ainsi que du soutien psychologique. Le programme, porté par le Réseau pour la Coopération Décentralisée en Palestine (RCDP), avec le soutien de CUF, a été coordonné par la ville de Gennevilliers avec la participation de 15 collectivités. Subventionné par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, il a bénéficié sur place de l'appui du Consulat général de France à Jérusalem. La construction d'un nouveau



programme triennal a été discutée et validée en fin d'année pour un lancement prévu début 2023.

Le nouveau programme se structurera donc autour de 3 pôles de collectivités correspondant aux priorités soulevées par le centre Al Bustan : prendre en charge les traumatismes et prendre soin ; aider à se construire; rompre l'isolement.

Parmi les activités prévues : l'organisation d'un festival des jeunes talents, groupes de paroles, ateliers de prévention de santé (physique, psychique et relationnelle) chez les adultes et les jeunes, chantier commun entre jeunes français et jeunes palesti-



Les projets portés par CUF, en lien avec des collectivités

Lancement avec un consortium de collectivités de deux programmes sur l'agriculture durable

Deux programmes concertés « clés en main » ont été sélectionnés par la DAECT dans le domaine de l'agroécologie et la sécurité alimentaire, au Burkina Faso et à Madagascar. Ils ont pour objet d'accompagner les collectivités partenaires à concevoir et mettre en œuvre des projets de territoire pour une agriculture durable et d'initier des actions pilotes avec des jeunes agricultrices et agriculteurs. Sur 3 ans, ils permettent pour les collectivités par-

ticipantes de mutualiser les moyens, de créer des synergies, de partager les expériences agricoles entre collectivités du nord et du sud et de capitaliser sur les bonnes pratiques.

Ces programmes sont mis en œuvre avec l'appui d'ONG spécialisées, Agriculteurs français et développement international, Agrisud international, le Gret, le Centre technique agroécologique du Sud (Madagascar) et la Confédération paysanne du Faso.







La communication de Cités Unies France évolue sans cesse pour assurer des collectivités à l'international.

Moderniser la communication

un meilleur rayonnement Annulation des 13e Rencontres de l'Action internationale des collectivités territoriales du 20&21 juin 2022

à la Cité des Sciences et de l'Industrie a conduit à l'annulation de la 13^e internationale des collectivités territoriales.



Lundi 20 juin, à 13h00, un incident Après deux années de pandémie, le technique survenu sur les installations président, l'ensemble du Bureau exécutif et de l'équipe de Cités Unies France se réjouissaient de retrouver édition de nos Rencontres de l'Action les participants dans des conditions redevenues normales. Avec plus de 800 inscrits, une plénière, plus de 16 ateliers et 8 micro-ateliers, la participation programmée de nombreuses délégations étrangères, cette annulation de dernière minute est une grande déception pour tous, organisateurs, partenaires et participants, qui travaillaient depuis de nombreux mois à la préparation de cet événement. L'équipe de CUF a remercié l'ensemble des personnes qui ont adressé des messages et témoignages de soutien.

Avec l'appui de la Caisse des Dépôts et Consignations, CUF a pu proposer à quelques délégations étrangères déplacées spécialement pour l'événement, un échange avec les équipes techniques de CUF, toute la journée du mardi 21 juin.

Cités Unies France a continué de se mobiliser dans les semaines et mois qui ont suivi pour accompagner l'engagement international des collectivités, ainsi que pour l'organisation de la prochaine 14^e édition des Rencontres prévue en 2023.

Pour aller plus loin : https://cites- unies-france.org/-Rencontres-de-l-

Des outils de communication au service des collectivités territoriales



Lettre électronique bimestrielle de CUF: relancée en 2020, la Lettre connaît un vif intérêt. 5 numéros ont été publiés en 2022, au menu : activités, infos et agenda de CUF et de l'AICT. Pour renforcer l'interaction avec les collectivités territoriales et mieux valoriser leurs

actions, une rubrique v est alimentée par les collectivités adhérentes de CUF. Cette newsletter est envoyée par courriel à plus de 30 000 personnes et mise en ligne sur notre site : https:// cites-unies-france.org/-La-Lettre-de-Cites-Unes-France-265-265-



sibilité aux internautes de poser leurs questions aux intervenants lors de certaines conférences : https://raict.org/-Bienvenue-aux-Rencontres- de-l-AICT-





partenaires, chercheurs et étudiants ou tout Depuis 2021, les répertoires sont simplement curieux... Retrouvez ci-dessous toutes nos publications, que vous pouvez commander directement en ligne.

Répertoire du groupe-pays Maroc

(édition – décembre 2022)

Complété par de nombreux partenariats structurants de la coopération décentralisée franco-marocaine, ce répertoire met en valeur les enjeux majeurs sur lesquels les collectivités françaises et marocaines travaillent ensemble avec des approches et métho-



dologies novantes originales. Un document indispensable pour saisir les évolutions de la coopération décentralisée et capitaliser sur ces projets de coopération.

France produites en 2022

disponibles au format numérique, ils sont gratuits -en format PDF- pour les collectivités territoriales françaises adhérentes de Cités Unies France,

Dossier-pays Japon (5^e édition - octobre 2022)

Ce Dossier présente l'archipel nippon à toute collectivité française désireuse de s'engager en coopération décentralisée avec ce pays dynamique et diversifié.

Il présente la situation socio-économique, le système politique, la position géopolitique, les relations avec la France et l'Union européenne, ainsi que l'état de la coopération franco-jadécentralisée ponaise. Par ailleurs, une

et au prix de 10 euros pour toutes les autres. Le format «papier» est au prix de 10 euros pour les collectivités adhérentes, et de 15 euros pour les non-adhérents.

présentation complète de l'organisation des autorités locales japonaises permet de mieux cerner les actions de coopération qui seraient entre-

prises.

Ce travail est le fruit d'une étroite collaboration entre Cités Unies France et le Centre japonais des collectivités locales - CLAIR Paris, notamment concernant les informations récentes sur l'organisation territoriale du Japon.

Répertoire des partenariats franco-japonais

(édition - octobre 2021 ; mise à jour - décembre 2022)

Ce document, édité par CUF en octobre 2021, recense sur 180 pages plus de 80 partenariats entre les collectivités territoriales françaises et japonaises, et en détaille plus de 50 à travers des fiches individuelles regroupant les principales informations sur les projets de la coopération décentralisée franco-japonaise.

Pour plus d'informations sur les publications : https://cites-unies-france.org/-Nos-publications-142-





progression par une mon-

matique a poursuivi sa groupes ou missions thématiques. collectivités et membres du réseau. L'innovation dans les animations et

Nos approches géographiques

Au Sahel, une volonté des collectivités de maintenir les liens et poursuivre les projets malgré un contexte de tensions

Les relations bilatérales entre la France et le Mali et entre la France et le Burkina Faso ont connu des périodes de tension en 2022. Dans un contexte de remise en question de la politique française au Sahel, les élus de collectivités partenaires, ici et là-bas, ont fait montre de leur souhait de maintenir les liens entre les peuples et les territoires.

Au travers des groupes-pays et de la mission Sahel, présidée par Benoît Pilet, adjoint au maire d'Angers, Cités Unies France a poursuivi l'animation d'espaces d'échanges et de dialogues. Un

temps fort de la mission Sahel a eu lieu à Angers en octobre 2022 lors

> d'une journée consacrée à l'agroécologie et à la sécurité alimentaire. Tandis que le maintien des liens peut être difficile pour certaines collectivités en raison de la situation sécuritaire, les groupes-pays



Mali, présidé par Halima Menhoudj, adjointe au maire de Montreuil, et Burkina Faso, présidé par Bruno Belin, sénateur de la Vienne, conseiller départemental de la Vienne, ont multiplié les temps d'échanges pour s'informer de l'évolution de la situation et favoriser le partage d'expériences. Une rencontre du groupe-pays Mali sur les enjeux d'éducation à la culture de la paix a été organisée au Sénat avec la Coordination des élus français d'origine malienne (CEFOM).

Le groupe-pays Mauritanie, présidé par Sarah Bouseksou, conseil-lère municipale de Savigny-le-Temple, a poursuivi l'exploration de thématiques prioritaires à travers des rencontres « jeunesse » puis « climat et lutte contre les inondations ».

Le groupe-pays Niger, présidé par Stéphane Valli, président de la communauté de communes Faucigny-Glières et maire de Bonneville, a étudié l'opportunité de conduire un

groupe-pays Mauritanie, projet concerté dans le domaine de idé par Sarah Bouseksou, conseilmunicipale de Savigny-le-Temple, des rencontres franco-nigériennes.

Les présidentes & présidents des groupes-pays et groupes thématiques



Amérique du Nord, Amérique Latine et Caraïbes



Groupe-pays Haiti Sainte-Rose Cakin Vice-Président de la Communauté d'agglo. du Pays Nord Martinique





















Relance du groupe-pays Sénégal

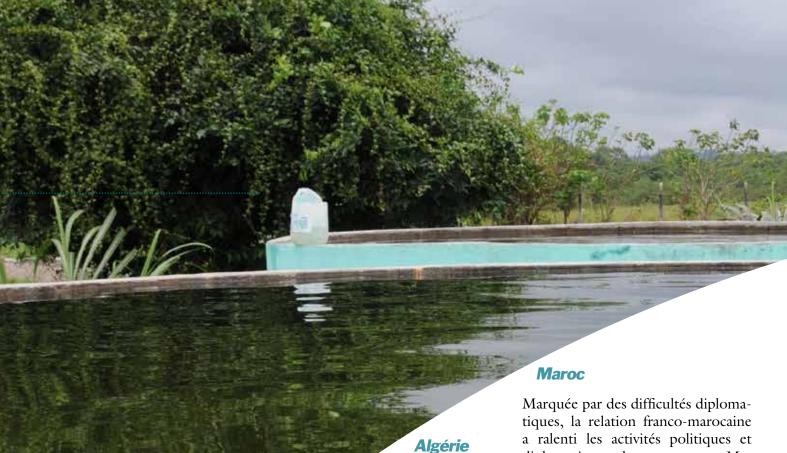
Le groupe-pays Sénégal, présidé par Arnaud Ngatcha, adjoint à la maire de Paris a mis l'accent sursur les enjeux climatiques, particulièrement sur la Grande Muraille Verte. Une mission préparatoire à un déplacement du président du groupe-pays a eu lieu en septembre, à l'occasion de la Semaine de la Mobilité Durable et du Climat. L'actualisation du répertoire a été initiée, pour une parution prévue en 2023.





Des activités ponctuelles au Bénin, au Togo et au Cameroun

Ces activités prévues lors des 13e Rencontres de l'AICT ont donné lieu à l'accueil de délégations à la Caisse des Dépôts et Consignations, le 21 juin, ainsi qu'à la co-organisation d'un atelier avec le club des collectivités de l'AFD, en décembre.



Sous l'impulsion d'Adda Bekkouche, adjoint au maire de Colombes, les collectivités du groupepays ont souhaité maintenir une présence et une activité forte malgré un contexte politique tunisien très inquiétant pour l'ancrage de la dé-

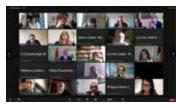
Tunisie

Les liens réguliers avec la FNCT ont permis d'apporter au groupe-pays Tunisie une information au plus près des attentes et besoins des collectivités tunisiennes afin de maintenir les liens de coopération décentralisée.

mocratie et de la décentralisation.

Sous la présidence de Marion Bareille, présidente de la Commission territoires de coopération, Méditerranée du futur à la Région Sud, et dans la poursuite des avancées diplomatiques obtenues dans la relation franco-algérienne, le groupe-pays Algérie s'est appuyé sur les facilités accordées à la coopération franco-algérienne pour développer la coopération décentralisée franco-algérienne via un fléchage des opportunités de coopération, une identification des thématiques novatrices et une mutualisation des enseignements des projets en cours.





diplomatiques du groupe-pays Maroc. Le groupe-pays Maroc, présidé par François Bonneau, président de la région Centre Val de Loire, a porté la coopération décentralisée franco-marocaine comme un domaine privilégié des relations franco-marocaines et a orienté ses activités autour de la communication d'information autour de la situation diplomatique des deux pays, un relevé des difficultés rencontrées par les collectivités et la préparation des premiers jalons des futures assises franco-marocaines.

Sous l'impulsion d'Alain Berlioz-Curlet, président du groupe-pays, adjoint au maire de Saint-Priest et représentant la région Auvergne-Rhône-Alpes, le groupe-pays Israël a engagé une réflexion thématique sur la jeunesse et les enjeux climatiques. Il a assuré une participation technique à Muniworld, l'événement annuel de son partenaire, la Federation of Local Authorities in Israel (FLAI). En préparation des 5e assises prévues à Yokneam, en février 2024, le groupe-pays actualise le répertoire des coopérations décentralisées franco-israéliennes.



Liban

Depuis 2020, la situation économique, financière et sociale du Liban ne cesse de se dégrader. L'enjeu prioritaire auquel le groupe-pays a répondu a été de s'adapter à cette situation inédite vis-à-vis de la coopération décentralisée et de maintenir et développer la coopération décentralisée franco-libanaise.

Sous l'impulsion d'Aurélie Le Meur, première adjointe au maire de Chambéry, différentes manifestations ont répondu à ces objectifs : rencontres avec des élus libanais lors d'une mission dédiée avec des élus et techniciens de collectivités françaises au Liban, réunion de groupe-pays... Dans le même temps, le groupe-pays a été associé et invité aux webinaires organisés dans le cadre du programme issu du fonds de solidarité Liban de

Méditerranée

Recensement des actions internationales des collectivités françaises sur les enjeux climatiques dans les pays méditerranéens

Suite aux enjeux climatiques auxquels font face les collectivités des pays du pourtour de la Méditerranée et suite à la réactualisation de plusieurs répertoires de groupe-pays méditerranéens de CUF, Cités Unies France, en accord avec les 3 présidents de groupes-pays, a produit un répertoire mettant en valeur les actions liées aux thématiques environnementales et climatiques qui font l'objet de coopérations décentralisées.



Afin de mieux appréhender la situation géopolitique du pays et de faire un état des lieux des coopérations qui existent entre villes françaises et arméniennes, Sonia Zdorovtzoff, adjointe au maire de la ville de Lyon et présidente du groupe-pays Arménie, s'est rendue en Arménie en mars 2022. L'occasion a été saisie pour faire la promotion des Assises de la coopération décentralisée qui se tenaient fin juin à Lyon, avec pour fil rouge les défis posés par la grande réforme de l'organisation territoriale de l'Arménie. La situation sécuritaire de l'Arménie s'est ensuite dégradée fortement, le pays souffrant des conséquences de la guerre en Ukraine et des graves menaces provoquées par l'Azerbaïdjan. C'est dans ce contexte que s'est réuni le groupe-pays fin 2022 pour un meilleur décryptage de la situation avec l'appui de l'IFRI.

Un renouvellement de la coopération avec les Amériques

Groupe-pays États-Unis

Sous l'impulsion d'Antoine le Solleuz, adjoint au maire de Nancy, le CUF a souhaité engager une apgroupe-pays a organisé des rencontres de connaissances mutuelles et thématiques entre collectivités françaises et Cette dynamique, présidée américaines, avec une forte implication de l'Ambassade des États-Unis, de ses consulats et de l'Ambassade de France.

À cet effet, une rencontre s'est tenue avec l'association Sister Cities International en septembre afin d'évoquer les Dans ce cadre, CUF a souhaité cééchanges entre les deux pays.

La Dynamique Amérique Latine et Caraïbes (DALC)

proche régionale sur la zone de l'Amérique latine et Caraïbes. par Céline Papin, adjointe au maire de Bordeaux, se veut être un espace de dialogues et d'échanges d'expériences pour toutes les collectivités territoriales françaises engagées sur la région.

lébrer la 9^e édition de la Semaine de

l'Amérique Latine et des Caraïbes (SALC) organisée chaque année par le MEAE. Cela fût l'occasion de réaliser webinaire sur les thématiques « Égalité-Inclusion-Citoyenneté » et « Gestion durable des territoires ».

Une réunion de la Dynamique Amérique latine et Caraïbes était prévue lors des Rencontres de l'AICT de CUF en juin 2022, mais n'a pas pu se tenir du fait de l'annulation de celles-ci.



Côté Asie

Japon

Les activités du groupe-pays Japon, présidé par Karima Zerkani-Raynal, adjointe au maire d'Aix-en-Provence, ont été

centrées sur l'organisation des 7e Rencontres franco-japonaises de la coopération décentralisée qui se sont tenues à Aix-en-Provence, du 3 au 6 octobre dernier. Elles ont rencontré un vif succès avec près de 190 participants, représentant 14 collectivités territoriales japonaises et 22 col-

des Affaires étrangères français et le ministère de l'Intérieur et des Communications japonais,

la Démocratie Participative.

lectivités françaises. Soutenues par le ministère de l'Europe et et organisées par la ville d'Aixen-Provence en partenariat

De plus, un travail a été réalisé afin travaux de la DALC.

avec Cités Unies France et CLAIR Paris, cette septième édition des Rencontres a proposé d'échanger et de mutualiser nos connaissances et les bonnes pratiques sur le thème général : « Dans le monde post-covid, l'urgence de l'innovation au service

tivités et participent activement aux

d'un territoire durable et inclusif ».

Les 8e Rencontres seront organisées Shizuoka, au Japon, en 2024.





Corée

Avec l'accès à la députation de la présidente du groupe-pays Claire Guichard, la présidence a été renouvelée en la personne de Caroline Millan conseillère municipale déléguée d'Issy-les-Mouli-

neaux. En partenariat avec la partie coréenne (GAOK, Ambassade de Corée, Groupe France en Corée et le MEAE, le groupe-pays a achevé son « Tour franco-coréen des initiatives



locales 2021-2022 », par une 3^{ème} étape sur l'inclusion sociale. Cette étape s'est déroulée en Corée, lors du Congrès mondial de CGLU, en octobre 2022 à Daejon.

Vietnam

La présidence a été rendue vacante à l'automne, suite au retrait du président du groupe-pays. Les 12^{es} Assises de la coopération décentralisée Vietnam-France à Hanoï, prévues en décembre, ont été reportées en avril 2023. Leur préparation s'est poursuivie, CUF assurant la coordination du comité de pilotage France, en partenariat avec les deux ambassades et la DAECT.

Nos approches thématiques



Le groupe thématique Genre

Présidé par Élise Pereira-Nunes, adjointe au maire

de la ville de Tours, le groupe a poursuivi sa progression en 2022 après 2 ans d'existence. La présidente est intervenue lors de la 66° Commission de la condition de la femme des Nations Unies, sur la thématique du municipalisme féministe. Le groupe a co-organisé une session dédiée au « Métabolisme urbain et questions de genre » avec CGLU et City Diplomacy Lab lors du « Forum urbain mondial », en juin en Pologne. Ce sujet de l'apport de la coopération décentralisée aux questions de genre dans les politiques publiques urbaines, sera complété en 2023. Arnaud Ngatcha, adjoint au maire de Paris et Michèle Rubirola, adjointe au maire de Marseille, ont porté au sein d'une CNDSI le plaidoyer sur la diplomatie féministe (Conseil National du Développement et de la Solidarité Internationale).

Le groupe thématique Genre a réaffirmé son soutien aux Iraniennes et à la préservation des droits des femmes par l'organisation en partenariat avec ONU Femmes d'un atelier dédié à la situation en Iran, la production d'un kit de mobilisation à destination des collectivités et l'appel à signature d'un communiqué. Le GT Genre s'est appuyé sur un lieu symbolique des violences faites aux femmes et de leur résilience pour faire une synthèse de ses activités 2022 et dresser les perspectives pour 2023.







La mission transversale Climat

Le début de l'année 2022 a été marqué par la publication d'une feuille de route pour la mission. La mission transversale Climat créée en 2020 et présidée par Léonore Moncond'huy, maire de Poitiers et vice-présidente de CUF, a pour vocation de croiser l'ensemble des travaux des groupes géographiques et thématiques du réseau. Ainsi, suite aux catastrophes climatiques en Mauritanie, une réunion des collectivités du groupepays Mauritanie et de la mission transversale Climat, en présence des deux présidentes a valorisé les projets de

hoto © Simone Giovetti

vités se sont saisis de cet enjeu et ont coopérations décentralisées sur les enjeux climatiques.

à la citoyenneté et solidarité interna-

tionale (ECSI) s'est imposée comme

thématique de travail incontournable.

De nombreux partenaires et acteurs

de l'action internationale des collecti-

Cités Unies France a également organisé un atelier de propositions « Quelle place pour les collectivités territoriales et la coopération décentralisée dans le Pacte vert européen ? » à l'occasion du Sommet de « Climate Chance Europe », à Nantes, en mars 2022, ainsi qu'un « Focus Coopération décentralisée » sur la biodiversité et le climat lors du sommet « Climate Chance Afrique » à Dakar, en octobre 2022.

La mission transversale a également saisi l'importance d'être représentée lors des grands sommets internationaux comme la COP27 et la COP15 de la biodiversité.

ont également été représentés au sommet européen de l'éducation globale.

Le partenariat avec France Volontaire s'est renforcé autour des enjeux de mobilisation de la jeunesse à l'international.

La thématique Eau et assainissement

CUF a poursuivi la mise en réseau avec l'écosystème des acteurs de la thématique Eau et assainissement : Programme Solidarité Eau (pS-Eau), Agences de l'Eau, Partenariat français pour l'eau, Coalition Eau, opérateurs. Le partenariat avec le pS-Eau s'est renforcé via l'organisation du side-event : « Comment la coopération décentralisée renforce-t-elle les capacités des collectivités pour la gestion de l'eau et de l'assainissement ? », organisé lors du « Forum mondial de l'eau », de Dakar en mars 2022, qui a fortement mobilisé les collectivités.



Le groupe Crises et réhabilitation

Ce groupe de travail présidé par Fanny Sallé, conseillère départementale de Loire-Atlantique, interroge les modalités d'action des collectivités françaises dans les territoires en crise. Le groupe a été à l'initiative de l'organisation d'un webinaire sur la guerre en Ukraine, en octobre.

france

Étaient présents 40 représentants de collectivités françaises, ainsi que François Grunewald, du think tank opérationnel URD (Urgence-Réhabilitation-Développement). Lors de cet échange l'histoire complexe de l'Ukraine et ses relations avec la Russie ont été évoquées ainsi que les enjeux d'intégrer les actions des collectivités territoriales face à cette crise.

« Il y a parfois une tendance à appliquer des « recettes » automatiques de l'aide à cette crise, et à être au final peu à l'écoute des acteurs locaux. Il n'y a pas assez de mécanismes dédiés à l'aide directe aux municipalités ukrainiennes, parce que les collectivités françaises se tournent parfois davantage vers les ONG ».

L'implication de CUF au sein du groupe de travail permanent de CGLU « Prévention et gestion territoriale des crises »

DURABLE

Le groupe de travail de CGLU pour la prévention et la gestion territoriale des crises, dont CUF assure le secrétariat, a pour but de fournir une plateforme aux gouvernements locaux afin d'échanger connaissances et expertise sur la gestion des catastrophes et de renforcer le rôle des gouvernements locaux dans ces situations.

La réunion annuelle du groupe a eu lieu en ligne et à Genève, le 28 novembre 2022, en présence de Sami Kanaan,

membre du conseil exécutif de la ville de Genève et président de ce groupe de travail. Cette année, la réunion s'est concentrée sur les villes en guerre et en conflits prolongés. Étaient présent-e-s à cette réunion des représentant-e-s des autorités locales ukrainiennes et libanaises ainsi que des représentant-e-s d'organisations humanitaires, des think tanks, des grandes ONG et des bailleurs de fonds basés à Genève.

Les ODD - Objectifs de développement durable

Le groupe ODD rassemble, sous la présidence de Valérie Dumontet, vice-présidente du conseil départemental de l'Aude, les collectivités françaises intéressées par la thématique des ODD dans leurs coopérations. Le questionnement partagé au sein du groupe s'inscrit dans deux problématiques : de quelle façon les ODD constituent-ils un outil au service de l'AICT ? Et comment l'AICT participe-t-elle de l'atteinte des ODD de l'Agenda 2030 ?

En 2022, CUF a poursuivi le travail, avec le soutien de PLATFOR-

MA, des formations actions pour accompagner les collectivités dans la prise en compte du référentiel des ODD dans leurs projets de coopération décentralisée. La ville de Strasbourg et son partenaire de Douala (Cameroun) ont entamé ce travail et

ont pu ainsi renforcer le dialogue politique entre élus mais é g a l e m e n t aborder la dimension opérationnelle de leur coopération dans le cadre de ce

travail.

La présidente du groupe thématique a représenté CUF lors du Forum Politique de Haut Niveau à New York en juillet et ainsi porté la voix des collectivités pour mettre en avant la territorialisation des ODD.

Les liens avec les différents partenaires (Ministère de la Transition écologique, Comité 21, CFSI, CGLU, *Open Diplomacy*) sur cette thématique se sont renforcés et ont permis d'envisager des initiatives pour l'année 2023.

Une réunion du groupe thématique s'est tenue en décembre afin d'amorcer une réflexion sur les orientations de travail à venir.



renforce sa proximité avec les collectivités territoriales, ainsi qu'avec ses partenaires, pour être plus à l'écoute des attentes et renforcer l'animation territoriale, sans se substituer aux acteurs locaux.

pagner: CUF décline en 2022 un programme d'actions pour accompagner, dans des formats diversifiés, les collectivités, dans leur investissement sur les sujets internationaux.

Mieux comprendre les secousses du monde : les chroniques géopolitiques

Depuis le succès rencontré lors de son lancement en 2020, CUF a poursuivi en 2021 et 2022 son rendez-vous mensuel « les chroniques géopolitiques ». Organisées en visioconférence, elles ont permis, tout au long de l'année, d'échanger, avec un chercheur, autour de l'actualité géopolitique. 9 sessions ont eu lieu en 2022 autours des différents sujets d'actualité : les enjeux géopolitiques dans le Pacifique; la géopolitique du Golfe ; la politique étrangère dans la campagne présidentielle en

GÉOPOLITIQUES



le continent africain et ses prédateurs ; l'OTAN; la crise énergétique... Un recueil résumant toutes les sessions de la première année a été édité en 2022 : https://cites-unies-france.org/les-Chroniques-geopolitiques-de-Cites-Unies-France-un-rendez-vous-mensuel-pour

Se retrouver entre pairs : le Café des élues et élus

Réunion mensuelle d'une heure, réservée aux seuls élues et élus des collectivités adhérentes de Cités Unies France, ce temps d'échange en visioconférence France, les tensions sur la mer Noire ; s'articule autour de problématiques



communes, identifiées par les élues et élus, auxquelles elles et ils font face dans le pilotage de leur politique de relations internationales.

Avec une moyenne de 10 rendez-vous par an, le Café des élues et élues constitue un espace d'échange entre pairs unique en son genre : https://citesunies-france.org/Les-cafes-des-elueset-elus-de-Cites-Unies-France-dialoguez-entre-vous

Partager nos solutions : les ateliers de groupes-pays ou ateliers croisés

Avec le passage aux réunions en visioconférence, les agents des collectivités perdent les occasions permises par les « à-côtés » des réunions en « réel ». Ces échanges, pourtant indispensables, partagés souvent à la suite d'une réunion ou d'un déjeuner sont difficiles à retrouver lors de réunions de groupepays, désormais majoritairement en visioconférence.

C'est pourquoi CUF a décidé d'expérimenter les ateliers de groupes-pays. Avec un fil rouge, mais sans ordre du jour préétabli, sans enregistrement ni compte-rendu, ils permettent d'échanger librement sur les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre des projets et de partager les solutions identifiées par les porteurs de projets pour maintenir les coopérations.

Dans le contexte du conflit ukrainien, un atelier du groupe-pays Russie a été organisé le 5 avril pour échanger sur l'état des relations entre les collectivités françaises et russes, en présence d'une quinzaine de collectivités adhérentes de CUF.

Le groupe-pays Mali a tenu un atelier en février pour faire le point sur les coopérations dans un contexte de tensions entre les deux pays. Un atelier du groupe-pays Burkina Faso a été organisé en septembre pour échanger suite à la mise en place des délégations spéciales au sein des collectivités partenaires.

Les ateliers de groupe-pays et les ateliers croisés sont strictement réservés aux représentants des collectivités adhérentes de CUF.

Appuyer notre présence et soutien auprès des collectivités d'Outre-mer

Dans l'optique de poursuivre et de renforcer la dynamique initiée en 2020, CUF a souhaité renforcer ses services à destination des collectivités ultramarines du réseau. En 2022 CUF a poursuivi le dialogue initié en 2021 avec le ministère des Outre-mer afin de construire des propositions et une offre adaptée à ces collectivités.

CUF a ainsi été invité à organiser un évènement parallèle à la Conférence de Coopération Régionale Antilles-Guyane autour des enjeux de coopération spécifigues aux collectivités ultramarines. Cet évènement qui devait se tenir en novembre a néanmoins été reporté à mars 2023.

CUF a travaillé à la construction de son atelier en partenariat avec les acteurs de la région et dans la volonté de mettre en avant les collectivités antillaises et guyanaises membre du réseau.

Des échanges réguliers et constants avec :





L'Assemblée des Départe-ASSENBLÉE DES Ments de France (ADF)

L'Association des Maires de France (AMF)





L'Association Française du Conseil des Communes et Régions d'Europe (AFCCRE)

... et des liens et collaborations toujours réguliers avec :

- Le Programme Solidarité Eau pS-Eau, partenariat suivi à CUF par Oana Tisserant, conseillère municipale de Mulhouse
- La Conférence Inter-Régionale des Réseaux Régionaux Multi-Acteurs - CIRRMA
- Le Comité Français pour la Solidarité Internationale - CFSI, partenariat suivi à CUF par Alain Vaujany, adjoint au maire de Pau
- L'ARRICOD
- · La Task force Ville durable de MEDEF International
- Le Partenariat Français pour la Ville et les Territoires - PFVT
- · La FONDEM, partenariat suivi à CUF par Patrice Cantinolle, conseiller municipal de Châtellerault



Au sein du Ministère de l'Eu*en lien* rope et des Affaires étrangères, et rattachée à la Direction générale de la mondialisation, de

étroit avec la culture, de l'enseignement et du développement international, la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT) définit et met en œuvre, en concertation avec les ambassades françaises et la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD), la stratégie de soutien et de développement des actions extérieures des collectivités territoriales.

> Partenaire institutionnel majeur de CUF, elle met en place des outils favorisant la mise en cohérence et la mutualisation (assises bilatérales, appels à projets en soutien à la coopération décentralisée et cofinancements, atlas de la coopération décentralisée, programme d'expertise PACT3 et bourse-partenariats) afin de renforcer

Liberté

ET DES AFFAIRES d'union entre cette dernière ETRANGÈRES et diplomatie d'Etat

Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD)

Rattachée au Premier ministre et réunissant tous les acteurs de la coopération décentralisée (ministères et opérateurs, collectivités territoriales, associations spécialisées comme CUF

Une implication de CUF dans les comités de sélection des appels à projet

Dans le cadre de la convention entre CUF et la DAECT, CUF participe aux comités de sélection des appels ou fonds conjoint à projets de la DAECT.

françaises à l'étranger

ses partenaires

institutionnels met en

relation des collectivités et

un plaidoyer puissant qui

légitime et facilite l'action

des collectivités territoriales

des financeurs, et développe



et l'AFCCRE), la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD) est une instance d'échanges et de propositions, chargée d'établir un état de la coopération décentra-

lisée. Le secrétariat de la Commission et la mise en œuvre de sa politique sont assurés au sein du ministère des Affaires étrangères par la Délégation pour l'action extérieure des collectivités territoriales (DAECT), en charge de la coordination interministérielle. CUF est membre de la CNCD et s'implique par la voix de son président, François Rebsamen, au sein de l'instance

En 2021, le soutien stratégique et financier de la DAECT à Cités Unies

> France s'est adressé par priorité aux actions suivantes:

• le soutien au renforcement de l'organisation collective de l'AICT par pays ou par région du monde et par thématique dans un objectif de mise en valeur, d'évolution et de démultiplication des projets de coopération décentralisée;

- le renforcement de l'ingénierie des collectivités à s'engager à l'international et à mener des actions pertinentes notamment par le développement de services, en soutenant le plaidoyer des collectivités sur l'AICT et le renforcement du dispositif DCOL;
- le portage des points de vue des collectivités territoriales françaises dans les différentes instances nationales, européennes et internationales, via CGLU et PLATFORMA.

Le Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI)

Le Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI) est l'enceinte de dialogue et de concertation régulière entre l'ensemble des acteurs du développement et de la solidarité internationale sur les orientations, les objectifs et réalisation d'une étude de capitalisa-



les moyens de la politique de développement. CUF y est représenté par Arnaud Ngatcha, adjoint au maire de Paris, au sein du collège des collectivités territoriales, lui-même représenté par Élise Pereira Nunes, adjointe au maire de Tours pour représenter la contribution de l'AICT française dans les grands enjeux de développement.

Caisse des Dépôts et Consignations (CDC)

En 2022, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) a poursuivi et renforcé son engagement auprès de



CUF à travers le soutien au dispositif DCOL. De plus, la CDC a financé la tion sur l'internationalisation des territoires. Ce partenariat se développe et se construit de manière croisée sur les thématiques convergentes.

L'Agence française de développement - AFD

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale, en construisant en développement par les collectivités tagées, avec et pour les populations cement des collectivités (FICOL).

du Sud. Ses équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs : le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmeshommes, l'éducation ou encore la san-

Convaincue que les relations que les collectivités territoriales nouent entre elles pour confronter et enrichir leurs politiques publiques locales sont un levier fondamental dans la réalisation des ODD, l'AFD accompagne les collectivités françaises dans leur action internationale pour démultiplier les réponses aux besoins et demandes de ses interlocuteurs du Sud.

AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Depuis 2014, l'AFD finance directement des projets identifiés et mis en œuvre dans les pays

avec ses partenaires des solutions par- françaises à travers la Facilité de finan-



L'AFD a renouvelé sa confiance à CUF avec la signature en 2022 d'une convention portant d'une part sur le soutien à l'organisation des Rencontres de l'action internationale des collectivités territoriales et d'autre part sur la poursuite du déploiement du DCOL, permettant le renforcement des capacités des collectivités territoriales via un appui en ingénierie de projets.

AFD (suite)

De plus, la nouvelle convention avec l'AFD a vu un accent donné sur un travail sur les thèmes du climat et des ODD. Des initiatives sur ces thématiques seront réalisées avec le soutien de l'AFD dans le courant de l'année 2023.

tionales, européennes et

mondiales – actives dans la coopération décentralisée: coopération au

développement de ville à ville et de région à région. Toutes sont des actrices clés de la coopération internationale pour un développement durable.

Avec ses partenaires, PLATFORMA défend depuis 2008 le rôle que jouent les collectivités locales et régionales dans les politiques de développement de l'UE, promeut la coopération internationale entre les villes et les régions du monde entier et facilite l'échange de connaissances et l'apprentissage par les pairs.

En 2015, le Conseil des Communes et Régions d'Europe (CCRE) qui héberge le secrétariat de PLATFORMA, a signé un accord-cadre de partenariat (FPA) avec l'Union européenne, renouvelé en mai 2022. Ses signataires se sont engagés à agir contre la pauvreté et les inégalités dans le monde,



PLATFORMA

Au sein de ce rél'associaseau, tion s'est mobilisée notamment autour des en-

jeux de l'Instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (NDICI) et du budget européen dédié aux collectivités territoriales. En 2022, CUF a poursuivi les activités dans le cadre de sa convention avec PLATFORMA autour de 3 axes principaux : climat, ODD et coopération décentralisée, dédiant une partie de son temps à la préparation des Rencontres de l'AICT. Par ailleurs CUF a accompagné la ville de Strasbourg dans l'organisation du conseil politique de PLATFORMA qui s'est tenu dans cette ville en mars 2022. Deux élues représentent l'association au sein du Comité politique du réseau : Véronique Bertholle, adjointe à la maire, en charge des affaires européennes de la ville de Strasbourg et Elise Pereira-Nuñes, adjointe au maire de Tours.



Cités et Gouvernements Locaux Unis - CGLU

La convention de partenariat entre CUF et CGLU pour l'année 2022 s'est centrée sur deux axes :

• Les crises

CUF partage avec CGLU le constat d'un renforcement du rôle des pouvoirs locaux dans la prévention et la gestion territoriale des crises, que ce soit directement sur le terrain, avec les acteurs humanitaires, ou au niveau global auprès des agences internationales. CUF a ainsi d'une part valorisé les fonds de solidarité via la pro-

duction de vidéos et engagé une réflexion sur la construction du dispositif « Fonds International de Solidarité » porté par CGLU et d'autre part organisé la réunion dédiée aux crises (cf infra).

C'est en partenariat avec CGLU que Cités Unies France a assuré la présence

des collectivités françaises dans le cadre du Forum de haut niveau sur les ODD en juillet 2022 (cf infra), ainsi que lors d'autres rendez-vous importants, dans le cadre de l'alliance globale portée par CGLU, notamment sur les enjeux du nouvel agenda urbain mondial.

• Le renforcement de la présence politique des élus des collectivités françaises au sein du réseau mondial afin de participer à l'élaboration d'une nouvelle gouvernance globale

Événement marquant : la participation d'une délégation de Cités Unies

France au congrès mondial de CGLU en Corée du sud. Plus de 20 collectivités françaises et 40 personnes ont pu participer à

la délégation de Cités Unies France qui s'est rendue au Congrès mondial de CGLU, du 10 au 14 octobre, à

cités Unies au rôle des

été soumises aux instances statutaires de CGLU. Le circuit « Local4Action » a permis à la délégation de participer à un processus coopératif de partage, d'écoute et d'action.

CUF a également organisé plusieurs sessions de travail, dont une dédiée au rôle des collectivités dans la ré-

ponse aux crises, et une autre axée sur la coopération décentralisée franco-coréenne sur l'inclusion sociale.

C'est dans le cadre du circuit statutaire que le Bureau exécutif de

CGLU et le Conseil mondial se sont réunis et ont acté la nouvelle présidence de CGLU ainsi que les élues et élus adhérents de Cités Unies France qui seront désormais représentés au sein du CA et du BE de CGLU pour les 4 prochaines années.

En 2022, Cités Unies France a réalisé, à l'attention des collectivités françaises, une vidéo retraçant

l'histoire du mouvement international municipal qui a conduit à la création de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) avec l'implication forte de Cités Unies France.



Daejeon. La délégation a pris part aux différents débats mettant en lumière les actions des collectivités françaises dans la coopération et la solidarité internationale.

Lors du « Circuit Assemblée », des tables-rondes ont été organisées pour des prises de position qui ont ensuite



L'Assemblée générale de CUF s'est tenue le 31 mai 2022, en visioconférence.

offerts aux collectivités

Un modèle économique

optimisé

Malgré l'annulation de nos RAICT, l'exercice budgétaire 2022 est équilibré. Cet équilibre est dû à la croissance des cotisations, à la confiance de nos partenaires financiers, notamment DAECT, AFD, Caisse des Dépôts et Consignations, mais aussi à la qualité des partenariats que nous nouons avec Platforma et CGLU. Par ailleurs, une gestion attentive a permis de maîtriser la masse salariale ainsi que les frais de structure. Les membres du Bureau exécutif et du conseil d'administration remercient les partenaires qui ont soutenu CUF, y compris dans la phase complexe engendrée par l'annulation inattendue et in extremis de nos RAICT.

La force de CUF reposant avant tout sur ses membres, CUF a renforcé en 2022 la différenciation entre collectivités adhérentes et non adhérentes et a renforcé son plaidoyer en faveur de l'adhésion (plaquette, messages lors des réunions de groupes-pays et groupes thématiques, campagne d'adhésion ciblée...).

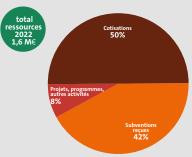
La réflexion portée dans le cadre du renouvellement du projet stratégique permet d'une part de répondre au mieux aux attentes des collectivités et donc de gagner de nouveaux membres mais également d'envisager des partenariats stratégiques renforcés avec nos partenaires, susceptibles de soutenir l'assise budgétaire de la structure.

Perspectives 2023

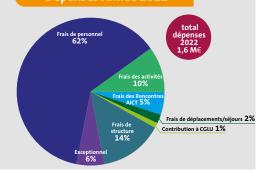
- ♦ Ouverture d'un fonds de solidarité en soutien des collectivités territoriales pour faire face aux destructions qui ont touché les collectivités en Turquie et Syrie, causées par un tremblement de terre parmi le plus meurtrier de ces 100 dernières années
- ♦ Tenue des 12^{es} Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, du 13 au 15 avril, à Hanoï
- ♦ Tenue des 5° Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne, du 7 au 9 mai, à Ramallah
- ♦ Organisation d'une réunion sur la Grande muraille verte, le 23 mai
- ♦ Organisation de l'AG de CUF, le 23 mai
- ♦ Organisation d'une journée sur le Volontariat en partenariat avec France Volontaires, le 24 mai

- ♦ Organisation d'un colloque sur l'ODD16, le 26 mai, au Sénat
- ♦ Organisation d'une conférence sur la diplomatie des territoires et l'AICT en partenariat avec CGLU et l'Assemblée nationale, le 3 juillet, à Paris
- Représentation à la journée des pouvoirs locaux et régionaux dans le cadre du Forum de Haut niveau, en juillet 2023
- ♦ Organisation de la 14º édition des Rencontres de l'AICT, les 18 et 19 septembre, à Paris
- Représentation au sommet des ODD et à l'Assemblée des pouvoirs locaux et régionaux, en septembre 2023
- ♦ Tenue des Rencontres franco-nigériennes, les 5 et 6 octobre, à Bonneville

Ressources Année 2022



Dépenses Année 2022



organigramme



Administratif/Adhésion Elisabeth Seyoum, assistante logistique Thi Tho Plattier, assistante de gestion



Service Europe, International et Crises

Simone Giovetti, chef de service Hicham Lahouiri, assistant de mission **Direction générale**Virginie Rouquette, directrice générale



Mission Communication, Événementiel, Publications Katarina Fotic, responsable de mission



Service Appui-conseil aux Collectivités

Djamel Sandid, chef de service Laura Bloseur, chargée de mission



Service Animation géographique et thématique

Constance Koukoui, cheffe de service Lucas Giboin, chargé de mission Thomas Lanvin, chargé de mission



Service Finance et Comptabilité Frédérique Proust, cheffe de service Baptiste de Puniet, assistant comptable



Lundi 18 et mardi 19 septembre 2023 - Cité des Sciences et de l'Industrie, Paris













Venez nombreux participer à cette 14e édition!

Pour plus d'informations :

https://cites-unies-france.org/-Rencontres-de-I-AICT-https://raict.org/-Bienvenue-aux-Rencontres-de-I-AICT-



9, rue Christiani 75018 Paris Tél.: +33 (0)1 53 41 81 81 coop-dec@cites-unies-france.org www.cites-unies-france.org https://raict.org

©CitesUniesFR Cités Unies France

in https://www.linkedin.com/company/cites-unies-france-officiel/